

PRÉFECTURE DU TARN

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES  
ET DES COLLECTIVITES TERRITORIALES  
Bureau de l'environnement  
et des affaires foncières

Arrêté du 21 SEP. 2010

**mettant en demeure la SARL CODINA & FILS pour son établissement  
situé à En Payre sur le territoire de la commune de Lescout de respecter  
certaines prescriptions techniques**

La préfète du Tarn,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment; les articles L. 511-1 à L. 517-2 et R. 512-1 à R. 514-5, relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement;

Vu le décret du Président de la République du 11 juin 2009, publié au journal officiel de la République Française le 12 juin 2009, portant nomination de Mme Marcelle PIERROT en qualité de préfète du Tarn ,

Vu l'arrêté préfectoral du 9 juillet 2010, paru au recueil des actes administratifs le 12 juillet 2010, donnant délégation de signature à Mme Béatrice STEFFAN, secrétaire générale de la préfecture du Tarn ,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 février 1996, autorisant la société SARL CODINA & FILS à exploiter un dépôt de carcasses de véhicules hors d'usage avec récupération de pièces situé à En Payre, sur le territoire de la commune de Lescout;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 2 septembre 2010, consécutifs à la visite du site du 21 juillet 2010;

Considérant, aux termes du rapport précité de l'inspection des installations classées, qu'il a été constaté au cours de l'inspection effectuée le 21 juillet 2010 que la société SARL CODINA & FILS ne respecte pas les dispositions prévues au paragraphe D 13 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté du 12 février 1996;

Considérant, dès lors, aux fins d'assurer le respect des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, qu'il convient de mettre en demeure l'entreprise SARL CODINA & FILS, pour son établissement situé à En Payre sur le territoire de la commune de Lescout, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 12 février 1996,

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Tarn,

**a r r ê t e**

**Article 1<sup>er</sup> -.** L'entreprise SARL CODINA & FILS est, pour son établissement situé à En Payre sur la commune de Lescout, mise en demeure de respecter, dans un délai de trois mois courant à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions suivantes :

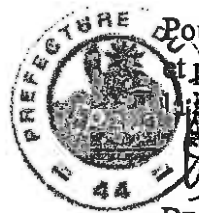
Paragraphe D - 13 des prescriptions techniques de l'arrêté du 12 février 1996

- les eaux pluviales, eaux de lavage et tous liquides qui seraient accidentellement répandus sur les emplacements spéciaux prévus aux articles 2 et 3 seront collectés dans un bassin assurant un temps de rétention moyen minimum de vingt-quatre heures. Le contenu de ce bassin sera, soit enlevé par une entreprise spécialisée, soit rejeté après déshuilage.
- la teneur de l'effluent en hydrocarbures ne devra pas dépasser 20 mg/litre (norme NFT 90203).

**Article 2** - Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1<sup>er</sup>, la société SARL CODINA & FILS n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues aux articles L.514-1 et L.514-2 du code de l'environnement, indépendamment des poursuites pénales éventuelles.

**Article 3** - La secrétaire générale de la préfecture du Tarn, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement, le maire de Lescout sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est transmise au sous préfet de Castres et une copie est déposée à la mairie de Lescout pour être communiquée sur place à toute personne qui en fera la demande.

Albi, le 21 SEP. 2010



Pour la préfète,  
et par délégation,  
la secrétaire générale,

BEATRICE STEFFAN

Délais et voies de recours : La présente décision peut être déférée devant la juridiction administrative compétente (tribunal administratif de Toulouse- 68 rue Raymond IV – 31068 TOULOUSE CEDEX) dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.